



Association pour la Promotion de l'Education
Non Formelle (APENF)

Tel : 50 36 65 59

Email : apenf@fasonet.bf

Site : www.apenf.org

11BP692 Ouaga CMS 11

PLAN D'ACTION QUADRIENNAL TINMANEGDO 2013-2016

Version finale

Plan d'action quadriennal Tinmanegdo 2013 - 2016 validé par l'atelier de Ouagadougou des
13 et 14 Septembre 2012



PREAMBULE

- 1) Militantes et Militants de l'Association Pour la Promotion de l'Education Non Formelle (APENF) ,

"Qui n'avance pas recule" dit-on et pour que l'APENF avance il lui faut, à l'instar de la termitière, ajouter la terre à la terre, comme preuve d'une vie constamment renouvelée.

Le Plan d'Action "Tinmanegdo" à savoir bâtir ou planifier pour le bonheur de tous représente assurément une avancée dans la vie de l'APENF, tant par son ampleur que par le processus participatif de son élaboration. Un processus qui aura permis à tous les militants et militantes de se former et de s'approprier cet outil indispensable de notre développement individuel et collectif.

- 2) Pour s'en convaincre il suffit de rappeler qu'à sa naissance en 1997 jusqu'à l'Assemblée Générale de refondation de 2008, les activités de l'APENF étaient initiées à la demande consensuelle de ses membres et en fonction des financements disponibles auprès de ses deux (2) premiers partenaires à savoir l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA) et le Bureau de la Coopération Suisse (BUCO).

Le Plan d'Action 2009-2012 approuvé par le Conseil d'Administration (CA) de l'APENF au lendemain de la refondation fut élaboré par une équipe de deux (2) Consultantes sous la houlette du Secrétariat Exécutif. Son financement s'est élargi à d'autres partenaires tels que Educateurs Sans Frontières (ESF) de Corée du Sud et Make A Difference (MAD) d'Ecosse.

- 3) Tinmanegdo est le fruit d'un long processus qui a débuté avec la réunion du Conseil d'Administration du vendredi 15 juillet 2011. Celui-ci a examiné la situation des activités, tracé les perspectives à court et moyen termes et décidé de l'élaboration du Plan d'Action 2013-2016.
- 4) Une rencontre de travail avec le BUCO le 19 octobre 2011 permit à l'APENF de bénéficier d'un financement et de l'accompagnement d'un Consultant international en la personne de Monsieur Pierre Gautier pour poursuivre le processus d'élaboration de Tinmanegdo.
- 5) Les 3 et 4 novembre 2011 une rencontre de travail avec Monsieur Gautier et le Secrétariat Exécutif renforcé par le Président du CA aboutit à un consensus sur le rôle du Consultant et les principales étapes du processus d'élaboration participative du Plan d'Action. Le processus présenté aux responsables de la Coopération Suisse au Burkina est le suivant :



5.1. Elaboration par le Secrétariat Exécutif appuyé par le Consultant d'un premier draft prenant en compte la poursuite des programmes non achevés du Plan d'Action 2009-2012 ainsi que les nouveaux défis à relever dégagés lors de la réunion du CA du 15 juillet 2012 en particulier la vision holistique et le nécessaire élargissement du cercle de nos partenaires techniques et financiers.

5.2. Les 1 et 2 mars 2012 : atelier d'adoption de Tinmanegdo par le CA.

5.3. Du 29 au 31 mars 2012 : atelier de lancement de Tinmanegdo avec les coordinations régionales et les partenaires invités.

5.4. Entre avril et juin : concertations dans les coordinations régionales autour du Plan d'Action et du rapport d'évaluation externe de l'APENF.

5.5. Fin juillet : analyse de la documentation des concertations

5.6. Du 13 au 15 septembre 2012 : atelier national de finalisation et AG d'adoption de Tinmanegdo.

Au bout de ce processus le constat que je fais est que ces cadres, ces universitaires, ces salariés des secteurs publics et privés, ces bénévoles, tous engagés dans la promotion de l'Education Non Formelle constituent une seule famille dont le ciment unificateur est cette conviction de défendre une noble cause, celle du droit à une éducation de qualité pour toutes et tous. Puisse Tinmanegdo nous rapprocher de cet Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) !

Anatole NIAMEOGO, PCA de l'APENF



Sigles et abréviations

| | |
|---------|--|
| ADEA | Association pour le Développement de l'Education en Afrique |
| AEFA | Approche d'Enseignement/apprentissage du Français à l'Adulte et à l'adolescent/e |
| APENF | Association pour la Promotion de l'Education Non Formelle |
| CA | Conseil d'Administration |
| CSEP | Comités de Suivi Evaluation Provinciaux |
| CRS/BF | Catholic Relief Services Burkina Faso |
| ENF | Education Non Formelle |
| EPT | Education Pour Tous |
| EWB | Educator Without Borders |
| FONAENF | Fonds pour l'Alphabétisation et l'Education Non Formelle |
| IDH | Indicateurs du Développement Humain |
| MAD | Make A Difference Ecosse |
| MENA | Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation |
| OP | Opérateurs/ trices |
| PdT | Pédagogie du Texte |
| PDDEB | Plan Décennal pour le Développement de l'Education de Base |
| PDSEB | Programme de Développement Stratégique de l'Education de Base |
| PRONAA | Programme National pour l'Accélération de l'Alphabétisation |
| REFLECT | Regenerated, Freirean, Literacy through Empowering, Community, Technic |
| SE | Secrétariat Exécutif |



1. Brève présentation de Tinmanegdo, la démarche participative d'élaboration du plan d'action quadriennal 2013 - 2016 de l'APENF

L'APENF élabore de manière participative son prochain plan quadriennal couvrant la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016. Le processus participatif d'élaboration du plan d'action, une première pour l'APENF, porte le nom de *Tinmanegdo qui signifie **bâtir pour l'espérance, construire pour notre avenir radieux et prospère.*** A cette fin, l'association consulte ses membres dans le respect des prérogatives des instances de l'association, seules légitimées à valider le travail fait collectivement.

Tinmanegdo s'est déroulé de la manière suivante :

1. Le Secrétariat Exécutif a élaboré une première version du plan d'action et proposé un agenda pour la démarche participative.
2. Le CA a pris connaissance de cette première version, la discutée et l'a amendée lors d'un atelier les 1^{er} et 2 mars 2012. A cet atelier, le nom de Tinmanegdo a été choisi pour la démarche et son agenda validé.
3. Un atelier de lancement a été organisé les 29, 30 et 31 mars 2012. Deux délégué-e-s par région y ont participé ainsi que les membres du CA et du SE. Lors de cet atelier, le plan d'action validé par le CA a été présenté, discuté et amendé.
4. De retour dans leur région, les participants ont à leur tour animé la concertation avec les membres de l'association autour du plan d'action, rempli le questionnaire en ligne et l'ont envoyé aux consultants qui en ont fait la synthèse.
5. Un atelier final s'est tenu du 13 au 14 septembre avant l'AG du 15 septembre. Il a eu pour tâche de finaliser le plan d'action Tinmanegdo qui a été adoptée à l'AG.

2. Contexte

Le Burkina Faso fait partie des pays où l'Indice de Développement Humain est faible¹⁾. Cette faiblesse s'explique essentiellement par le retard accusé dans l'éducation de base, le taux d'alphabétisation des adultes n'atteignant pas 30% (28,7% en 2006). Dans le cadre du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (PDDEB) et du Programme de Développement Stratégique de l'Education de Base (PDSEB) en construction, des efforts sont consentis depuis 2001 pour relever le niveau de l'éducation de Base avec pour ambition d'atteindre la scolarisation universelle et un taux d'alphabétisation de 60% en 2015.

Dans le domaine de l'ENF, on note aussi plus d'engagements au niveau politique :

- Ø adoption du Programme National pour l'Accélération de l'Alphabétisation (PRONAA) ;
- Ø vision holistique de l'Education Formelle et Non Formelle de plus en plus partagée ;
- Ø dispositions favorables aux innovations éducatives et / ou pédagogiques.

Cependant, les opérateurs/trices en alphabétisation ne disposent pas encore d'un cadre national de concertation permettant d'échanger sur leurs préoccupations et de se renforcer

¹⁾ 0.389 comme indice et comme rang, 181^{ème} sur 187 pays selon le rapport IDH du 2 novembre 2011



mutuellement²⁾. Aussi, le FONAENF qui est le mécanisme de financement de l'ENF, n'arrive pas à satisfaire la demande et son appui aux innovations reste faible (moins de 20% des appuis)³⁾.

Nous entendons par « innovation ⁴⁾ éducative » toute formule alternative utilisée en ENF qui n'a pas encore reçu de validation formelle de l'Etat. Notons que jusqu'à présent aucune innovation éducative n'a été validée car le référentiel de validation et de certification est toujours en cours d'élaboration.

L'alimentation régulière des mécanismes d'alerte et de plaidoyer existants comme par exemple l'observatoire du droit à l'éducation permettra de disposer d'arguments pour la visibilité du non formel.

Les défis majeurs auxquels l'APENF est confrontée et auxquels le plan d'action devra répondre sont répertoriés dans l'encadré ci-dessous.

Questions générales

1. *Comment renforcer davantage la pertinence et l'efficacité de l'ENF ?*
2. *Comment financer, de manière pérenne et transparente, l'accompagnement de toutes les innovations ?*
3. *Quelles stratégies pour accélérer la finalisation et l'adoption du référentiel de la validation et la certification des approches et formules éducatives ?*
4. *Comment alimenter régulièrement les mécanismes d'alerte (les indicateurs) du droit à l'éducation ?*
5. *Comment partager la vision holistique de l'Education ?*
6. *Comment renforcer le professionnalisme des opérateurs/trices en ENF ?*
7. *Comment documenter les acquis des offres éducatives et pédagogiques innovantes afin de les valoriser ?*
8. *Dans le contexte de la décentralisation, comment faire pour que les coordinations régionales deviennent des interlocuteurs stratégiques et incontournables en matière d'ENF au niveau des communes ?*
9. *Quel dispositif pour répondre aux enjeux de la décentralisation ?*
10. *Que peut faire l'APENF pour améliorer la concertation et les synergies entre les opérateurs/trices en ENF ?*
11. *Comment conserver la qualité des innovations lors du passage à la échelle des innovations ?)*
12. *Quels partenaires sont stratégiques pour améliorer le dialogue politique et pour renforcer la qualité des innovations ?*
13. *Comment accompagner les bénéficiaires en ENF pour qu'ils se transforment en acteurs économiques ?*
14. *Comment accroître la part des ressources endogènes dans le financement de l'ENF ?*
15. *Comment encourager la mutualisation des formules et approches éducatives pour en améliorer les contenus et méthodes ?*
16. *Comment améliorer la visibilité de l'APENF au niveau national ?*
17. *Comment améliorer la mise à disposition des documents didactiques, particulièrement ceux des innovations ?*

²⁾ Rapport d'étude sur les formules et pratiques en AENF. DBS Conseils, Rapport final définitif, août 2008, p. 52

³⁾ idem.

⁴⁾ L'utilisation du terme "innovation" pour des formules alternatives existant depuis de nombreuses années, par exemple la REFLECT, peut paraître surannée ou désuète. Elle se justifie toutefois par le fait qu'elles n'ont toujours pas été validées et certifiées par l'Etat et qu'elles restent donc des "innovations".



3. La vision de l'APENF

La vision que l'association a de son rôle est la suivante :

Vision de l'APENF

Etre un partenaire stratégique, un pool de compétences et une référence en ENF au service des populations :

- *un partenaire stratégique en ENF des Ministères en charge de l'éducation et de la formation ;*
- *un pool de compétences efficace au niveau des collectivités territoriales ;*
- *une référence au niveau national, sous régional et international.*

4. Les missions de l'APENF

Les missions de l'APENF sont :

Missions de l'APENF :

- *Promouvoir la vision holistique de l'Education ;*
- *Apporter une contribution remarquable à la dynamique et aux acquis significatifs du sous système de l'éducation non formelle ;*
- *Développer une stratégie de communication efficace ;*
- *Assurer un plaidoyer permanent en faveur d'une éducation non formelle de qualité ;*
- *Travailler à être un acteur incontournable sur la scène du dialogue politique ;*
- *Accompagner les efforts de l'Etat dans sa politique d'ENF selon la stratégie du faire faire notamment en mettant à disposition des communes et des opérateurs/trices les compétences nécessaires ;*
- *Susciter ou renforcer les cadres de concertations des opérateurs/trices et acteurs/trices en ENF ;*
- *Participer activement au processus de validation et de certification des innovations éducatives ;*
- *Mener des recherches pour le développement de l'ENF dans une vision holistique et capitaliser/diffuser les expériences.*

5. La finalité du plan d'action

Finalité du plan d'action de l'APENF 2012 - 2016

Contribuer au renforcement du positionnement de l'ENF dans le paysage institutionnel de l'éducation au Burkina Faso en améliorant son image, son statut et son financement à travers :

- *Le plaidoyer auprès des instances nationales et internationales pour accroître le financement de l'ENF ;*



- *L'amélioration de la qualité de l'offre éducative en ENF en particulier par l'accompagnement de toutes les innovations vers leur validation et leur certification ;*
- *L'appropriation pratique de la vision holistique de l'éducation ;*
- *La reconnaissance des coordinations régionales comme des interlocuteurs compétents en ENF ;*
- *L'opérationnalisation de l'observatoire national et régional de l'effectivité du droit à l'éducation ;*
- *Le fonctionnement démocratique de l'APENF, une structure militante et technique.*
- *La mobilisation des financements internes et externes pour la réalisation de ses activités ;*
- *La visibilité de l'APENF.*

6. Les axes d'intervention du plan d'action 2013-2016

Les axes d'intervention sont les suivants :

- 1. Plaidoyer pour l'accroissement de l'offre et la pertinence de l'éducation non formelle ;*
- 2. Recherche sur les Indicateurs du droit à l'éducation ;*
- 3. Promotion de la vision holistique de l'éducation ;*
- 4. Renforcement des capacités des acteurs ;*
- 5. Accompagnement et promotion des innovations.*

7. La description des activités

Le descriptif et le budget ont été étudiés, amendés et validés tout au long du processus et son adoption est intervenu à l'AG de septembre 2012.

AXE 1 : Plaidoyer pour l'accroissement de l'offre et de la pertinence de l'Education Non Formelle

Objectif de l'axe : Accroître la visibilité et le financement de l'ENF en formant les membres au plaidoyer, en s'appuyant sur une plate forme dédiée au plaidoyer et sur des documents de qualité.

Résultats attendus

- Un réseau de communication et de plaidoyer en faveur du non formel est fonctionnel et implique tous les acteurs du non formel (opérateurs/trices, partenaires stratégiques).
- Un plan de communication efficace pour la visibilité de l'APENF est opérationnel.

Activités de l'axe 1

A1 : mettre en place une plateforme de plaidoyer pour l'éducation non formelle ;

A2 : produire des recherches et/ou des études thématiques afin de disposer de supports pour le plaidoyer ;

A3 : former les membres de l'APENF à la conduite des plaidoyers ;



A4 : soutenir la mise en œuvre des activités de la plateforme, par exemple en co-organisant des caravanes régionales pour l'ENF ;

A5 : Participer à l'animation de réseaux nationaux œuvrant pour l'éducation non formelle ;

A6 : Mettre en place un plan de communication opérationnel

A7 : Plaidoyer auprès du MENA pour la formation de ses cadres aux innovations

AXE 2 : Recherche sur les indicateurs du droit à l'éducation

Objectif de l'axe 2 : Mettre en place un observatoire virtuel de l'effectivité du droit à l'éducation pour valoriser dans la durée les résultats des recherches précédentes et futures afin d'apprécier, à partir des indicateurs du droit à l'éducation les quatre(4) capacités que sont l'acceptabilité, l'adaptabilité, l'accessibilité et la dotation adéquate du système éducatif.

Résultats attendus

- Un système indépendant et performant de mesure continue de l'évolution des indicateurs du droit à l'éducation, pouvant rendre compte de manière fiable des progrès réels des capacités des systèmes éducatifs en matière d'acceptabilité, d'adaptabilité, de dotation et d'accessibilité dans le domaine de l'éducation de base, formelle comme non formelle ;
- Un système documentant aussi les améliorations socio-économiques et culturelles des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation ;
- Une fructueuse collaboration entre les différents intervenants du système débouchant sur des résultats de recherches pertinents et ciblés, utilisables à plusieurs niveaux ;
- Des statistiques de l'ENF sont mieux valorisées.

Activités de l'axe 2

A1 : organiser un atelier national pour s'accorder sur le minimum d'indicateurs à retenir et planifier la mise en œuvre de l'observatoire ;

A2 : former les acteurs à la collecte et au traitement des données.

A3 : participer aux activités du GTENF sur la mesure du droit à l'éducation notamment la refondation du tableau de bord des indicateurs de mesure du droit à l'Education

A4 : collecter, traiter et analyser les données au niveau de chaque région ;

A5 : réaliser un atelier national de validation des résultats ;

A6 : produire, éditer et diffuser annuellement les résultats en français et dans les langues nationales ;

AXE 3 : Vision holistique de l'éducation



Objectif de l'axe 3 : Favoriser l'appropriation concrète de la vision holistique de l'éducation auprès des acteurs évoluant dans les deux sous-systèmes. Pour ce faire, il s'agira de démontrer que l'appui/accompagnement basé sur le développement de compétences pratiques des populations permet de produire des richesses pour les bénéficiaires et de transformer les villages en de véritables cités éducatives.

Résultats attendus

- Un cadre de la vision holistique connu et promu par les coordinations régionales ;
- Des populations dotées de compétences, capables d'insuffler une dynamique socio-économique et d'améliorer la scolarisation de leurs enfants ;
- Une articulation effective entre l'éducation non formelle, la santé et les micro-crédits pour lutter contre la pauvreté ;
- Une appropriation de la vision holistique par les coordinations nourrissant le plaidoyer au niveau régional et communal.

Activités de l'axe 3

A1 : informer/former et outiller les membres de l'APENF et des structures partenaires pour faire le plaidoyer de la vision holistique de l'éducation

A2 : appuyer la mise en œuvre de la vision holistique dans 50 écoles ciblées (Projet avec Catholic Relief Services)

A3 : appuyer la mise en œuvre de la vision holistique dans des centres d'alphabétisation (Projet avec Educateurs Sans Frontières)

A4 : Capitaliser les acquis de la mise en œuvre de la vision holistique

AXE 4 : Renforcement des capacités des acteurs

Objectif de l'axe 4 : Renforcer les capacités institutionnelles et techniques de l'APENF, dans le but: (i) d'améliorer le fonctionnement de l'organisation (ii) d'assurer la visibilité de l'APENF au niveau national et international et (iii) de renforcer ses capacités de pilotage.

Résultats attendus

- L'APENF dispose d'une équipe compétente et performante ;
- L'APENF est reconnue dans le paysage institutionnel de l'éducation comme un interlocuteur de référence ;
- Des programmes de l'ENF répondant aux besoins des acteurs du développement accessibles grâce à la disponibilité de ressources humaines qualifiées et diversifiées.

Activités de l'axe 4

A1 : former les bureaux des coordinations régionales sur les innovations, la capitalisation des effets, la recherche de financement, la gouvernance, la citoyenneté et la décentralisation ;



A2 : organiser annuellement et pour chaque innovation un atelier de réflexion et de bilan/planification pour les formateurs/trices ;

A3 : accompagner les coordinations régionales dans la mise en œuvre de leurs activités ;

A4 : assurer la formation continue du personnel de l'APENF ;

A5 : former les bureaux des coordinations sur le diagnostic, planification et suivi/évaluation des programmes d'alphabétisation ;

A6 : doter l'APENF d'infrastructures et de logistique ;

A7 : transférer les bases de données de l'APENF sur son site web ;

A8 : former/informer les membres à l'utilisation du site web ;

A9 : tenir dans chaque coordination régionale, un atelier de bilan / programmation annuel des innovations ;

A10 : participer à des rencontres nationales et internationales de réflexion auprès d'autres réseaux ;

A11 : mener une réflexion sur la prise en compte du bilan de compétences comme démarche pour l'élaboration de projets personnels post-alphabétisation ;

A 12 : organiser des voyages d'étude afin d'échanger avec les partenaires des pays voisins.

Axe 5 : Accompagnement et promotion des innovations

Objectif de l'axe 5 : promouvoir et accompagner les innovations éducatives.

L'APENF accompagne et fait la promotion de différentes innovations. Qu'est-ce qui différencie la « promotion » de l'« accompagnement » ?

L'accompagnement des innovations

L'APENF peut accompagner toute innovation dès lors que ses promoteurs en font la demande. Cet accompagnement consiste à appuyer les promoteurs dans la documentation, l'information, le suivi et la défense de leurs dossiers en vue de leur validation et de leur certification.

La promotion de certaines innovations

L'APENF fait la promotion de certaines innovations parmi celles qu'elle accompagne, ce qui est le cas actuellement pour la PdT, la Reflect et l'AEFA. L'APENF est payée pour mener ces activités pour lesquelles elle a reçu des mandats. La promotion consiste à documenter une innovation, à former des acteurs pédagogiques, à faire le suivi des centres des OP et en évaluer les effets.

Résultats attendus :

- Des formules éducatives sont promues ;
- Les innovations éducatives éprouvées sont validées par l'Etat et financées par le FONAEF.

Les activités de l'axe 5 :

A1 : documenter davantage la Reflect, l'AEFA et la PdT ;



A2 : former les acteurs pédagogiques des opérateurs/trices partenaires sur les innovations Reflect , PdT et A3F/CMD/AEFA ;

A3 : participer au suivi et aux évaluations des effets des innovations en ENF promues par les associations membres ou partenaires ;

A4 : participer à la finalisation du référentiel des innovations ;

A5 : accompagner tous les promoteurs des offres éducatives et pédagogiques du non formel vers la validation et la certification de leurs offres (information, documentation, appui, etc.);

A6 : accompagner la formation universitaire des acteurs pédagogiques (notamment la PdT) de la filière DEDA de l'Université de Ouagadougou.

8. Stratégies de mise en œuvre du plan

Pour la mise en œuvre de son plan d'action 2012-2016, l'APENF s'intègre davantage dans la stratégie du faire faire en adéquation avec la vision nationale.

Dans cette logique, la « répartition fonctionnelle des rôles dans l'exécution des programmes d'alphabétisation⁵⁾ » va se décliner de la manière suivante :

- l'Etat et ses structures déconcentrées sont chargés de la formation de leurs agents, du financement, de l'orientation, de l'impulsion, de la coordination, du contrôle, du suivi et de l'évaluation des programmes d'ENF
- les organisations de la société civile ont pour rôles la mobilisation sociale, l'exécution des programmes d'ENF et la mise en œuvre des politiques conformément aux normes de qualités ;
- l'APENF a pour mandats spécifiques l'accompagnement de toutes les innovations et la promotion de celles dont elle reçoit des mandats ;
- Les partenaires techniques et financiers apportent leur appui technique et financier à l'Etat pour faciliter la mise en œuvre de ses plans.

Un accent particulier sera mis sur la dimension genre afin de contribuer à la réduction des disparités qui freinent les chances de réussite. Les cibles prioritaires seront les femmes, les jeunes déscolarisés ou non scolarisés et les groupes spécifiques.

9. Pérennisation du plan

Le processus d'élaboration du plan d'action implique tous les membres de l'APENF. Un travail d'appropriation a été possible grâce à l'engagement et l'accompagnement d'un expert. D'où un transfert de la maîtrise d'ouvrage aux membres pour garantir la pérennisation du plan.

La position institutionnelle de l'APENF et sa participation aux débats concernant l'ENF au niveau national et international lui confère une viabilité et un dynamisme certain. L'autonomisation des coordinations est un mécanisme de pérennisation qui permettra aux coordinations d'occuper plus de place dans le paysage institutionnel.

⁵⁾ Le *faire-faire, une stratégie managériale de mise en œuvre des programmes d'alphabétisation au Burkina Faso*. MENA



Des partenariats stratégiques seront construits et renforcés pour faciliter la décentralisation et la mise en œuvre des missions de l'APENF.

10. Suivi évaluation

Un système de suivi-évaluation continu est adopté pour le présent plan d'action. En effet, le suivi-évaluation commence depuis l'élaboration du plan d'action et se poursuit par la mise en œuvre des activités.

Les cellules de suivi-évaluation provinciales des coordinations régionales sont chargées d'assurer le suivi-évaluation de proximité.

Le conseil d'administration, le secrétariat exécutif et les coordinations régionales de l'APENF ont la responsabilité de la mise en œuvre du plan. Pour une meilleure exécution du plan, ils veilleront à la production des programmes opérationnels dérivant du plan d'action. En outre ils auront en charge le suivi des recommandations issues de l'AG de validation du Plan d'Action 2012- 2016

Le Secrétariat Exécutif de l'APENF est chargé de la production des plans opérationnels annuels et de leur évaluation annuelle afin de mesurer les niveaux d'exécution, d'identifier les difficultés et les mesures correctives appropriées permettant l'atteinte des objectifs planifiés. Il est chargé aussi du stockage, du traitement et de la sécurité des données. Il est chargé de la gestion des informations produites avec toutes les parties prenantes du programme à tous les niveaux pour l'apprentissage, et la prise de décision. Il fournit mensuellement des informations sur l'avancement du programme et ses réalisations.

L'introduction d'une planification glissante permettra d'adapter les plans opérationnels aux contraintes contextuelles.

Les autres acteurs et partenaires externes à l'APENF effectueront au moins un suivi annuel sur un aspect du programme avec obligation de faire un débriefing où les résultats serviront à améliorer l'efficacité de l'équipe opérationnelle.

Une autoévaluation assistée sera commanditée à mi-parcours par le Secrétariat Exécutif.

Un audit financier et comptable annuel sera commandité par le Secrétariat Exécutif.

Une évaluation externe (audit organisationnel et technique) de la mise en œuvre du plan sera menée avec l'appui d'un consultant au bout des trois ans d'exécution du plan afin de tirer les enseignements pour les prochains plans.

11. Ressources et budget

La mise en œuvre de ce plan nécessite la mobilisation de ressources humaines et financières.

En terme de ressources humaines, l'APENF aura besoin d'un secrétariat exécutif et des coordonnateurs/trices régionaux/les. Les ressources humaines au niveau du secrétariat exécutif comprendront :

- Un/e coordonnateur/trice national/e ;
- Deux chargé-e-s de programme ;
- Deux chargé-e-s de suivi ;
- Un gestionnaire ;



- Personnel d'appui (1 secrétaire, 2 chauffeurs, 1 gardien et 1 manœuvre).

Le budget du plan d'action (voir dossier joint)



| BUBGET DU PLAN D'ACTION 2013-2016 | | | | | | | | | |
|---|----------------------|-------------------|-----------------|-------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Activités | coût unitaire | Nbe deJour | Quantité | Nbre année | Total Général | Total an 1 | Total an 2 | Total an 3 | Total an 4 |
| Axe 1 : Plaidoyer pour l'accroissement de l'offre et de la pertinence de l'Education Non Formelle | | | | | | | | | |
| A1 : Mettre en place une plateforme de plaidoyer pour l'éducation non formelle | | | | | | | | | |
| SS Total A1 | 12 695 000 | | | 1 | 12 695 000 | 12 695 000 | - | - | - |
| A2 : Produire des recherches et/ou des études thématiques afin de disposer de supports pour le plaidoyer | | | | | | | | | |
| SS Total A2 | 6 515 000 | | | 4 | 26 060 000 | 6 515 000 | 6 515 000 | 6 515 000 | 6 515 000 |
| A3 : former les membre de l'APENF à la conduite des plaidoyers | | | | | | | | | |
| SS Total A3 | 12 320 000 | | | 2 | 24 640 000 | 12 320 000 | - | 12 320 000 | - |
| A4 : Soutenir lamise en œuvre des activités de la plateforme par exemple co-organiser des caravanes régionales pour l'ENF | | | | | | | | | |
| SS Total A4 | 44 500 000 | | | 2 | 89 000 000 | - | 44 500 000 | - | 44 500 000 |
| A5 : Participer à l'animation de réseaux nationaux œuvrant pour l'éducation non formelle | | | | | | | | | |
| SS Total A5 | | | | | 8 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| A6: Mettre en place un plan de communication opérationnel | | | | | | | | | |
| SS Total A6 | 8 000 000 | 1 | 1 | 1 | 8 000 000 | 8 000 000 | - | - | - |
| A7: Plaidoyer auprès du MENA pour la formation de ses cadres aux innovations | | | | | PM | | | | |

| | | | | | | | | | |
|--|------------|--|--|---|-------------|------------|------------|------------|------------|
| | | | | | | | | | |
| TOTAL AXE 1 | | | | | 168 395 000 | 41 530 000 | 53 015 000 | 20 835 000 | 53 015 000 |
| Axe 2 | | | | | | | | | |
| A1 : organiser une rencontre nationale préliminaire pour s'accorder sur le minimum d'indicateurs à retenir et proposer la stratégie de gestion des informations collectées ; | | | | | | | | | |
| sous total A1 | 4 572 000 | | | 2 | 9 144 000 | 4 572 000 | - | 4 572 000 | - |
| A2 : former les acteurs à la collecte et au traitement des données | | | | | | | | | |
| sous total A2 | 26 688 000 | | | | 26 688 000 | 11 844 000 | 1 500 000 | 11 844 000 | 1 500 000 |
| A3 : Participer aux activités du GTENF sur la mesure du droit à l'éducation notamment la refondation du tableau de bord, les IDE | | | | | PM | | | | |
| Sous total A3 | | | | | PM | | | | |
| A4 : Collecter, traiter et analyser les données au niveau de chaque région ; | | | | | | | | | |
| Sous total A4 | 10 750 000 | | | 4 | 43 000 000 | 10 750 000 | 10 750 000 | 10 750 000 | 10 750 000 |
| A5 : réaliser un atelier national de validation des résultats | | | | | | | | | |
| sous total A5 | | | | | 71 248 000 | 20 098 000 | 15 526 000 | 20 098 000 | 15 526 000 |
| A6 : produire, éditer et diffuser les supports des indicateurs y compris dans 4 langues nationales. | | | | | | | | | |
| Sous total A6 | | | | | 19 000 000 | 4 200 000 | 7 400 000 | 3 850 000 | 3 550 000 |
| TOTAL AXE 2 | | | | | 169 080 000 | 51 464 000 | 35 176 000 | 51 114 000 | 31 326 000 |
| Axe 3: Promotion de la vision holistique de l'Education | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|---|-------------------|----------|----------|----------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| A1 : Informer/Former et outiller les membres de l'APENF et des structures partenaires pour faire le plaidoyer de la vision holistique de l'éducation | | | | | | | | | |
| Sous total A1 | 8 450 000 | 1 | 1 | 2 | 16 900 000 | 8 450 000 | 0 | 8 450 000 | |
| A2: Appuyer la mise en œuvre de la vision holistique dans 50 écoles ciblées (Projet avec CRS Burkina) | 100 000 000 | 1 | 1 | 4 | 400 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 |
| Sous total A2 | | | | | 400 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 |
| A3 Appuyer la mise en œuvre de la vision holistique dans les centres d'alphabétisation (Projet avec éducateurs sans frontières) | 70 000 000 | 1 | 1 | 4 | 280 000 000 | 70 000 000 | 70 000 000 | 70 000 000 | 70 000 000 |
| TOTAL A3 | | | | | | | | | |
| A4 : Capitaliser les acquis de la mise en œuvre de la vision holistique | 15 000 000 | 1 | 1 | 1 | 15 000 000 | 0 | 15 000 000 | 0 | 0 |
| Sous total A4 | | | | | 15 000 000 | | 15 000 000 | | |
| TOTAL AXE 3 | | | | | 711 900 000 | 178 450 000 | 185 000 000 | 178 450 000 | 170 000 000 |
| AXE 4 : Renforcement des capacités des acteurs | | | | | | | | | |
| A1: former les bureaux des coordinations régionales sur les innovations, la capitalisation des effets, la recherche de financement, la gouvernance, la citoyenneté et la décentralisation | | | | | | | | | |
| SS Total A1 | 46 605 000 | 1 | 1 | 1 | 46 605 000 | 21 131 000 | 21 794 000 | 0 | 368 000 |

| | | | | | | | | | |
|---|--------------------|----------|----------|----------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| A2: organiser annuellement pour chaque un atelier de réflexion et de bilan/planification par innovation avec les formateurs | | | | | | | | | |
| <i>SS Total A2</i> | 5 000 000 | 1 | 1 | 4 | 20 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 |
| A3: accompagner les coordinations régionales dans la mise en œuvre de leur activités ; | | | | | | | | | |
| <i>SS Total A3</i> | 15 600 000 | 1 | 1 | 4 | 62 400 000 | 15 600 000 | 15 600 000 | 15 600 000 | 15 600 000 |
| A4: Assurer la formation continue du personnel de l'APENF | | | | | | | | | |
| <i>SS Total A4</i> | 3 000 000 | 1 | 1 | 4 | 12 000 000 | 3 000 000 | 3 000 000 | 3 000 000 | 3 000 000 |
| A5: former les bureaux des coordinations sur le diagnostic, planification et suivi évaluation des programmes d'alphabetisation | | | | | | | | | |
| <i>SS Total A5</i> | 6 785 000 | 1 | 1 | 2 | 13 570 000 | 6 785 000 | 6 785 000 | 0 | 0 |
| A6: Doter l'APENF d'infrastructures et de logistique ; | | | | | | | | | |
| <i>SS Total A6</i> | 311 600 000 | | | | 311 600 000 | 186 600 000 | 75 000 000 | - | 50 000 000 |
| A7: Transférer les bases de données de l'APENF sur son site web | | | | | | | | | |
| <i>SS Total A7</i> | 16 000 000 | 1 | 1 | 4 | 16 000 000 | 5 000 000 | 3 000 000 | 5 000 000 | 3 000 000 |
| A8 : Former/informer les membres à l'utilisation du site web | | | | | | | | | |
| <i>Sous total A8</i> | 10 124 000 | 1 | 1 | 4 | 10 124 000 | 3 062 000 | 2 000 000 | 3 062 000 | 2 000 000 |
| A9: Tenir deux ateliers (AEFA et Reflect) de bilan/programmation annuel des innovations | | | | | | | | | |
| <i>SS Total A9</i> | 9 280 000 | 1 | 1 | 2 | 18 560 000 | 9 280 000 | 0 | 9 280 000 | 0 |
| A10: Participer à des rencontres nationales et internationales de réflexion auprès d'autres réseaux | | | | | | | | | |
| <i>SS Total A10</i> | 3 680 000 | 1 | 1 | 1 | 3 680 000 | 3 680 000 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | |
|---|-------------------|----------|----------|----------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| A11 : mener une expérience pour la prise en compte du bilan de compétences comme démarche pour l'élaboration de projets personnels post-alphabétisation ; | | | | | | | | | |
| SS Total A11 | 35 650 000 | 1 | 1 | 1 | 35 650 000 | 8 620 000 | 9 010 000 | 9 010 000 | 9 010 000 |
| A12 : Organiser des voyages d'étude afin d'échanger avec les partenaires des pays voisins | | | | | | | | | |
| SS Total A12 | 10 850 000 | 1 | 1 | 2 | 21 700 000 | 0 | 10 850 000 | 0 | 10 850 000 |
| Total général axe 4 | | | | | 571 889 000 | 267 758 000 | 152 039 000 | 49 952 000 | 102 140 000 |
| AXE 5 : Accompagnement et promotion des innovations | | | | | | | | | |
| A1 : Documenter davantage la Reflect, l'AEFA et la PdT ; | | | | | | | | | |
| Sous Total A1 | 25 500 000 | 1 | 1 | 4 | 102 000 000 | 25 500 000 | 25 500 000 | 25 500 000 | 25 500 000 |
| A2 : Contribuer à la formation des acteurs pédagogiques des opérateurs/trices partenaires sur les innovations Reflect, PdT et A3F/CMD/AEFA. | PM | | | | | | | | |
| Sous Total A2 | - | | | | - | - | - | - | - |
| A3 : Participer au suivi et aux évaluations des effets des innovations en ENF des associations membres ou partenaires | | | | | | | | | |
| Sous Total A3 | 17 010 000 | 1 | 1 | 4 | 68 040 000 | 17 010 000 | 17 010 000 | 17 010 000 | 17 010 000 |
| A4 : Participer à la finalisation du référentiel des innovations ; | | | | | | | | | |
| Sous Total A4 | 6 600 000 | 1 | 1 | 2 | 13 200 000 | 6 600 000 | 6 600 000 | - | - |
| A5 : Accompagner tous les promoteurs des offres éducatives et pédagogiques du non formel vers la validation et la certification de leur offre (information, documentation, appui, etc.); | | | | | | | | | |
| Sous Total A5 | 26 220 000 | 1 | 1 | 2 | 52 440 000 | 26 220 000 | 26 220 000 | - | - |

A6 : Accompagner la formation universitaire des acteurs pédagogiques (notamment la PdT) de la filière DEDA de l'Université de Ouagadougou

| | | | | | | | | | |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------|
| Sous Total A6 | 47 136 650 | 1 | 1 | 4 | 47 136 650 | 19 123 650 | 16 013 000 | 12 000 000 | - |
| TOTAL AXE 5 | | | | | 282 816 650 | 94 453 650 | 91 343 000 | 54 510 000 | 42 510 000 |
| TOTAL GENERAL DES AXES | | | | | 1 904 080 650 | 633 655 650 | 516 573 000 | 354 861 000 | 398 991 000 |
| frais de fonctionnement (de 9 à 13%) | | | | | 227 344 995 | 63 365 565 | 61 988 760 | 46 131 930 | 55 858 740 |
| | - | | | | - | - | - | - | - |
| TOTAL GENERAL BUDGET DU PLAN D'ACTION | | | | | 2 131 425 645 | 697 021 215 | 578 561 760 | 400 992 930 | 454 849 740 |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| REPARTITION DU BUDGET PAR PARTENAIRE ET PAR ANNEE | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| Années | DDC | DEDA | RIP/PDT | EWB | CRS | APENF + news PTF | Budget global annuel | | |
| 2013 | 300 000 000 | 19 123 650 | 17 579 920 | 75 000 000 | 100 000 000 | 185 317 645 | 697 021 215 | | |
| 2014 | 220 000 000 | 16 013 000 | 10 000 000 | 75 000 000 | 100 000 000 | 157 548 760 | 578 561 760 | | |
| 2015 | 150 000 000 | 12 000 000 | 6 000 000 | 75 000 000 | 100 000 000 | 57 992 930 | 400 992 930 | | |
| 2016 | 150 000 000 | 0 | - | 75 000 000 | 100 000 000 | 129 849 740 | 454 849 740 | | |
| TOTAL | 820 000 000 | 47 136 650 | 33 579 920 | 300 000 000 | 400 000 000 | 530 709 075 | 2 131 425 645 | | |